

Intervention Daniel Senesael 15-10-16 –Soins de santé

Concernant les soins de santé, j'ai envie de vous dire qu'hier, vous oppressez le patient. Et qu'aujourd'hui, vous l'asphyxiez complètement.

Il y a un an, nous étions extrêmement inquiets au vu du budget d'austérité que vous imposiez à ce secteur ô combien important pour l'ensemble de nos citoyens. Vous aviez alors essayé de nous convaincre que les économies qui frapperaient les soins de santé ne toucheraient pas les patients. Mais nous n'étions pas dupes. Et à raison. Nos inquiétudes avaient bien toute leur raison d'être.

Les mesures que vous avez prises jusqu'ici se sont clairement faites sur le dos des patients : vous avez augmenté les tickets modérateurs chez certains spécialistes, vous avez réduit la durée de séjour en maternité, vous avez reporté l'application du tiers payant obligatoire pour les bénéficiaires de l'intervention majorée et vous avez refusé de l'étendre aux patients chroniques, vous avez renoncé, sous la pression du patronat, à étendre à deux mois la période de salaire garanti en cas d'incapacité de travail, vous avez instauré un plan de réinsertion obligatoire vexatoire pour les personnes en incapacité de travail...

Comme nous le dénonçons, ce sont donc bien les patients qui ont été touchés par les mesures que vous avez prises. Et ce gouvernement persiste et signe dans son refus de mettre l'intérêt du patient et l'accès à des soins de qualité pour tous au centre de ses préoccupations !

Le Premier Ministre évoquait hier, avec triomphalisme, avoir lancé la réforme du financement des hôpitaux... S'il est évidemment une bonne chose de poursuivre cette nécessaire réforme, vous savez très bien qu'elle est engagée depuis 2013 déjà...

Il évoquait également, avec triomphalisme, avoir conclu un pacte avec l'industrie pharmaceutique... Si ce pacte comporte évidemment des mesures que nous pouvons soutenir, vous savez aussi très bien que la diminution du prix des médicaments annoncée provient pour l'essentiel de mesures décidées par les gouvernements précédents...

Par contre, Monsieur le Premier Ministre n'a jamais évoqué cette fameuse taxe soda... Et pour cause - et je crois que vous serez d'accord avec moi au vu des propos que vous avez tenus dans la presse ces derniers jours Madame la Ministre - cette taxe, c'est une simple mesure budgétaire... qui n'a aucunement pour objectif de répondre à un problème de santé publique. Comme vous, Madame la Ministre, nous ne pouvons que déplorer le fait que les impératifs de votre tax shift aient précipité cette mesure au détriment de la mise en œuvre d'une politique globale et concertée en faveur d'une alimentation saine.

Mais la plus belle preuve pour étayer la sombre analyse que mon groupe dresse de votre action en matière de santé, c'est le rejet, ce lundi, par le Conseil général de l'INAMI du budget de l'assurance maladie pour 2016. Ma Collègue, Madame Onkelinx, en a déjà parlé. Ça c'est un fait historique, Madame la Ministre ! Je ne comprends d'ailleurs pas pourquoi Monsieur le Premier Ministre ne l'a pas mentionné lors de votre discours...

Ce rejet, c'est un signal fort qui vous a été adressé. Un signal pour contester le budget rabaissé que vous voulez à nouveau imposer au secteur des soins de santé.

3 chiffres tout simplement pour vous illustrer mon propos :

- 3, c'est la norme de croissance qui était appliquée aux soins de santé en 2014
- 1,5, c'est la norme que vous aviez décidé d'appliquer et de garantir à partir de 2015
- 0,75% c'est la réalité du budget que vous vouliez fixer pour 2016

3 – 1,5 – 0,75 ... Une diminution vertigineuse, incompréhensible au regard des besoins qui ne cessent d'augmenter en la matière. Une incompréhension qui s'est soldée par l'opposition des représentants des acteurs des soins de santé.

Monsieur le Premier Ministre a à nouveau répété ce mardi vouloir respecter la concertation. C'est le moment de le faire. Regardez, écoutez, prenez en considération les 100.000 personnes qui sont descendues dans la rue la semaine dernière. Regardez, écoutez, prenez en considération l'ensemble des acteurs des soins de santé. Donnez enfin une véritable consistance aux termes concertation sociale. Permettez à tous les partenaires autour de la table d'être entendus.

Car c'est à vous à présent de prendre vos responsabilités en permettant enfin l'adoption d'un budget juste pour les soins de santé. Mais nous ne sommes toujours pas dupes.

Car, je vous accuse - et je mesure mes mots - de faire peser votre assainissement budgétaire sur les soins de santé ! Aujourd'hui, avec une contribution de plus de 3 milliards à l'horizon 2018, les soins de santé sont clairement la vache à lait de votre assainissement budgétaire ! Les soins de santé sont clairement la vache à lait de votre tax shift ! Et c'est évidemment le patient qui va trinquer !

En faisant ainsi contribuer la sécurité sociale et l'Assurance maladie, vous êtes bien loin de la justice sociale que nous réclamons ! Car, est-ce vraiment de cette manière que vous comptez continuer à garantir à chacun l'accès à des soins de santé de qualité ? Est-ce de cette manière que vous comptez répondre adéquatement au défi que constituent le vieillissement de la population et l'accroissement des maladies chroniques ? Est-ce de cette manière que vous comptez permettre de mener une politique de soins de santé performante et innovante ? Est-ce de cette manière que vous comptez préserver notre système de soins de santé souvent présenté comme exemple ? Non, je ne le crois pas et c'est irresponsable et profondément injuste.